

**Centre Suisse Islam
et Société**

SZIG/CSIS-Papers 11

**L'action sociale
musulmane**

De la communauté à la société

Contenu

L'action sociale musulmane. De la communauté à la société

Contexte du projet « Organisations musulmanes comme actrices sociales »	4
Introduction	6
Six ateliers	10
Objectifs transversaux et structure du cahier	10
1. Les fondements de l'action sociale en Suisse	13
Les religions et la naissance de l'action sociale	13
L'État social en Suisse : entre subsidiarité et fédéralisme	14
À côté de l'État, une variété d'acteurs privés	16
Les organisations confessionnelles caritatives	18
« La diversité de la société devrait aussi se refléter dans le domaine social » – Entretien avec Dorothee Guggisberg	20
2. Action sociale et rapports entre État et religion	24
Reconnaissance des communautés religieuses par les pouvoirs publics	24
Canton de Zurich	26
Canton de Vaud	28
Organisations musulmanes: comparaison et perspectives	30
3. L'action sociale des associations musulmanes en Suisse	34
Contexte et historique	34
Motifs et besoins	34
Des exemples de projets d'action sociale musulmane en Suisse	37
Enjeux et perspectives	40
« Il y a une vraie volonté de s'impliquer dans le système social suisse » – Entretien avec Chaouki Daraoui	41
« Les organisations musulmanes nous sont d'une aide précieuse » – Entretien avec Hediye Ursula Wohlgefahr	45
Réflexions conclusives	48
Bibliographie	51

Les CSIS-Papers et les autres publications du Centre Suisse Islam et Société (CSIS) peuvent être téléchargés sur le site du CSIS www.unifr.ch/szig

© 2020, CSIS
Université de Fribourg
Rue du Criblet 13
1700 Fribourg
szig@unifr.ch

Auteurs : Hansjörg Schmid, Federico Biasca, Baptiste Brodard, Andrea Lang, SZIG,
Université de Fribourg
Graphisme : Stephanie Brügger, Unicom, Université de Fribourg
Traduction : D/F: Sandrine Mehr, F/D: Sylvia Hobbs
Lectorat : Guillaume Chatagny, Valérie Benghezal
SSN : 2571-9564 (Print)
ISSN : 2571-9572 (Online)
Soutenu par



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft
Société suisse d'utilité publique
Società svizzera di utilità pubblica
Societad svizra d'utilitad publica
Swiss Society for the Common Good

Staatssekretariat für Migration SEM

Fachstelle für Rassismusbekämpfung FRB

Contexte du projet « Les organisations musulmanes comme actrices sociales »

Dans le cadre du projet « Les organisations musulmanes comme actrices sociales » (OMAS), le Centre Suisse Islam et Société organise depuis 2016, dans toute la Suisse, des ateliers destinés en priorité à des participant·e·s et à un public-cible musulmans. Ces ateliers offrent un espace de confrontation critique sur diverses thématiques à la croisée entre islam et société. L'écho positif qu'ils ont suscité auprès des participant·e·s comme des spécialistes et institutions y ayant pris part, nous a convaincus de la nécessité de prolonger cette première série de 26 ateliers, en poursuivant le projet sous une forme différente. Deux modifications majeures ont été apportées au format original : tout d'abord, l'organisation d'ateliers plus longs, sur trois jours ; d'autre part, l'ouverture de ceux-ci à davantage d'intervenant·e·s n'appartenant pas à des organisations es – qu'ils ou elles viennent du monde des organisations sociales, de celui des Églises et des institutions publiques, ou soient des musulman·e·s n'appartenant à aucune organisation ou association confessionnelle – afin de favoriser le dialogue et l'échange.

L'un des deux thèmes choisis pour ce nouveau format, correspondant à un besoin exprimé par plusieurs participant·e·s, est celui de l'action sociale, dont l'une des sources principales est la religion. D'un point de vue institutionnel, comme du point de vue de la société dans son ensemble, ces actions sont importantes pour la cohésion sociale. Traditionnellement, les es et musulmans de Suisse contribuent financièrement à divers projets dans leurs pays d'origine. Mais la réflexion a évolué au fil du temps, pour se concentrer davantage sur la manière dont ces ressources financières pourraient être également employées ici, en Suisse. Il en résulte un changement de perspective, selon lequel les motivations et les modèles religieux, d'une part, et les besoins comme les structures spécifiques au contexte helvétique, d'autre part, jouent un rôle essentiel.

Dans un esprit et un objectif d'échange d'expérience, il s'agissait avant tout dans ces ateliers d'apprendre à connaître les structures et les grandes lignes d'évolution de l'action sociale en Suisse. C'est donc en partant de ce cadre qu'ont été considérées les convergences et les potentialités de collaboration entre les acteurs musulmans, les organismes sociaux, les Églises et les institutions de droit public. Les ateliers ont assez vite mis en lumière

le fait que divers processus d'autoréflexion islamique étaient actuellement en cours en ce qui concerne l'action sociale, processus qui trouvent désormais un espace de réflexion dans le projet OMAS.

Les thématiques liées à l'action sociale imposent en permanence une réflexion critique engageant des questions. Comment fournir de l'aide en évitant qu'elle n'engendre une situation de dépendance pour les bénéficiaires ? Est-il possible de les accompagner tout en garantissant leur autonomie ? Comment s'assurer que les personnes ayant besoin de soutien aient accès aux offres existantes, indépendamment de leur appartenance religieuse ? Dans quels cas l'action sociale permet-elle également de révéler et d'identifier la pauvreté et les structures inéquitables existant au sein d'une société ? Comment réaliser l'égalité des chances et assurer l'absence de discrimination, et quel peut être l'apport en ce sens des divers acteurs sociétaux ?

Du point de vue du CSIS, il nous a semblé important de mener ces discussions avec la participation d'acteurs et actrices musulmans. Le projet OMAS vise en effet à renforcer la capacité d'action de tous les participant·e·s, tout en favorisant une autoréflexion critique. En ce sens, le présent cahier de la série des CSIS-Papers rassemble des informations de fond, les constats développés au cours des divers ateliers, et permet de confronter divers points de vue plus en détails et dans une plus large perspective. Il permet également de restituer à l'intention du grand public un peu de l'atmosphère qui a caractérisé ces ateliers. Un climat propice à l'échange tant de connaissances que d'expériences, dans un cadre proposant une orientation et des pistes de réflexions plus approfondies, ainsi que de nouvelles perspectives d'action sociale.

Qu'il nous soit permis de remercier ici le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et le Service de lutte contre le racisme (SLR) pour le soutien qu'ils ont apporté à ce projet. Un merci tout particulier également aux organisations es partenaires, ainsi qu'aux spécialistes venus de divers domaines de recherche et de compétences qui ont participé à nos ateliers.

Introduction

Les débats publics sur l'islam sont souvent ambivalents. S'ils invoquent, à tort ou à raison, le besoin d'un plus grand engagement sociétal des communautés musulmanes, ceux-ci demandent en même temps la mise entre parenthèses du référentiel religieux islamique dans l'espace public. Pris entre ces injonctions parfois contradictoires, certain·e·s acteur·rice·s musulman·e·s ont décidé de s'engager par la mise en place de projets. Ceux-ci peuvent prendre différentes formes (cours de langue, cours d'appui scolaire, services d'accompagnement en matière de recherche d'emploi, accompagnement spirituel dans des institutions publiques comme des prisons ou des hôpitaux) et s'adresser à des publics variés (membres de la communauté, réfugié·e·s ou encore citoyen·ne·s au sens large). En règle générale, ces activités sont fournies par des bénévoles qui ne reçoivent qu'une reconnaissance symbolique pour le travail effectué. Cette situation met en évidence un enjeu fondamental, à savoir le rapport entre action sociale bénévole et travail social professionnel. Avec leurs projets d'action sociale, les organisations musulmanes doivent en outre faire face à un double défi. Être perçues comme faisant partie intégrante de la société civile suisse et en même temps comme des acteurs·et actrices légitimes pour l'État social. Avant d'entrer dans le vif du sujet, un glossaire présentant les principaux concepts liés à l'action sociale devrait permettre au lectorat de mieux s'orienter tout au long de cette publication.

Le vocabulaire de l'action sociale

L'action sociale désigne, au sens large, la manière dont une société agit pour le bien de ses membres. Elle découle de préoccupations humanistes et religieuses. Dans ce contexte, le terme d'action sociale est un mot générique utilisé pour diverses formes d'actions, professionnelles ou bénévoles, destinées à encourager et assurer la participation sociale de toutes et tous. Elle contribue ainsi à la cohésion sociale.

Le travail social désigne une forme d'aide professionnalisée, destinée aux personnes ayant besoin de soutien au quotidien ou se trouvant dans des situations de détresse, au travers de services de conseil. Un individu s'inscrit toujours dans le contexte social qui est

le sien. Contexte dont le travail social est souvent amené à être un observateur critique, dont l'action, conditionnée par les carences de la société au sein de laquelle il agit, sera davantage axée sur les notions de justice sociale et de droits humains. Le travail social s'inscrit souvent dans le cadre d'un mandat conféré par l'État, mais peut également être assuré par des organisations religieuses, pour autant qu'elles en respectent les principes essentiels.

L'aumônerie est une forme d'accompagnement assuré par des personnes mandatées par les communautés religieuses. Elle procède des besoins que rencontrent dans leur vie quotidienne celles et ceux qui souhaitent en bénéficier, et inclut un accompagnement spirituel sur les questions religieuses. L'aumônerie prend généralement la forme d'entretiens entre accompagnant·e et accompagné·e, mais peut également comporter des pratiques rituelles. Son objectif premier étant le soutien aux personnes dans le besoin, son champ d'action recoupe souvent celui du travail social.

Le bénévolat désigne une activité solidaire non rémunérée. Il peut être institutionnalisé, par exemple au sein d'associations dédiées, mais peut aussi exister sous la forme d'un engagement individuel informel. Le travail bénévole constitue ainsi un apport important pour la société dans son ensemble. En raison de la réduction constante des ressources publiques disponibles, il joue un rôle de plus en plus important dans divers domaines de l'action sociale. Il peut compléter l'action des travailleurs·euses sociaux professionnels et fournir des ressources supplémentaires.

La société civile comprend l'ensemble des associations, réseaux et mouvements non étatiques. Elle se pose ainsi en contre-poids aux pouvoirs publics d'une part et au monde de l'économie de l'autre. Pour bien fonctionner, une société civile est tributaire de la transparence, de la bonne volonté et du sens partagé de l'intérêt commun de ses divers acteurs et actrices. Dans un État séculier, les communautés religieuses font partie de la société civile et plurielle. Elles sont tenues, à ce titre, d'en intégrer et d'en respecter les principes fondamentaux.

L'État social désigne un État qui s'engage à garantir le bien-être et la prospérité de tous et toutes ses citoyen-ne-s. Par le biais d'un système de sécurité sociale, il amortit, par exemple, les risques liés à l'âge ou à la perte d'emploi. Il garantit un minimum vital et fournit un certain nombre de prestations sociales dont tout ce qui relève de l'action sociale, travail social inclus. Il est donc, dans ce cadre et dans ce rôle, tenu de respecter les principes de solidarité et d'équité. Il n'en reste pas moins tributaire de l'engagement individuel de chacun-e-s, et de l'implication d'acteurs et actrices non-étatiques.

Six ateliers

Les constats mentionnés plus haut nous ont conduits à organiser une série d'ateliers sur la thématique de l'action sociale musulmane dans le contexte suisse. Entre novembre 2018 et janvier 2020, six ateliers pour un total de 12 journées de formation ont ouvert un espace pour débattre et réfléchir à la thématique. Si quatre ateliers ont porté sur la question de l'action sociale au sens large, deux ateliers, d'une durée d'un jour, ont été consacrés à la thématique spécifique de l'asile. Ce champ joue un rôle clé pour l'action sociale fournie par les organisations musulmanes notamment depuis 2015, moment où la Suisse a été confrontée à l'afflux de nombreux demandeur-euse-s d'asile en provenance de pays majoritairement musulmans. Depuis le début de cette crise, les organisations musulmanes ont été en première ligne dans la mise sur pied d'actions solidaires.

La majorité des participant-e-s des ateliers était issue des milieux associatifs musulmans. Ce sont surtout des représentant-e-s d'associations musulmanes avec une fonction de cadre (imams, président-e-s d'associations, responsables de projet) qui ont participé à ces six ateliers. Les ateliers avaient pour thème principal la réflexion sur la place de l'action sociale confessionnelle dans l'engagement des associations musulmanes dans le contexte helvétique. Afin d'approfondir ces questions, des spécialistes de

l'action sociale issus du monde universitaire, ainsi que des professionnel-le-s du terrain et des journalistes sont intervenus pour apporter leurs regards et analyses sur ce phénomène.

Objectifs transversaux et structure du cahier

Ces journées de formation répondaient à trois objectifs directeurs :

1. *Renforcer les connaissances sur le système social suisse et le rôle des associations et organisations privées dans ce dernier* : si l'action sociale musulmane veut trouver sa place, il s'agit d'abord de comprendre les évolutions historiques et les structures de l'État social suisse. Cette histoire montre que la religion a joué un rôle central dans l'action sociale et l'émergence de l'État social. Le système basé sur la subsidiarité laisse la place à une variété d'acteurs et actrices et d'organisations avec des orientations différentes. Les processus d'ouverture des Églises et de la communauté juive, qui se sont orientées vers le bien commun et vers des groupes cibles indépendants de leur appartenance religieuse, peuvent servir d'exemples.
2. *Développer des pistes de réflexion pour des collaborations entre communautés religieuses, société civile et État* : les communautés religieuses étant de plus en plus perçues en fonction de leur utilité sociale, l'accent est mis ici sur le rôle de l'action sociale dans ce triangle de relations. On examine ici le potentiel de reconnaissance juridique des organisations musulmanes ainsi que l'appréciation de leurs prestations sociales qui peuvent engendrer un soutien étatique, mais qui exigent également de leur côté des efforts de communication et des partenariats dans la société civile, basés sur la transparence et la crédibilité. Toutefois, la mobilisation de leurs propres ressources dans le domaine du travail et du financement du volontariat joue un rôle central dans ce contexte.
3. *Réfléchir aux expériences et défis des associations musulmanes dans le domaine de l'action sociale* : il s'agit ici d'examiner des études de cas dans différents domaines d'action en Suisse. Cela permet, d'une part, de renforcer l'échange d'expériences et la mise en réseau. D'autre part, les

études de cas révèlent les potentiels et les limites de l'action sociale musulmane dans un contexte spécifique, qui peuvent à leur tour être mis en discussion avec d'autres cas. Ainsi un éventail de domaines d'action devient visible et révèle également les situations où il existe un besoin particulièrement urgent. Un autre aspect important est la manière dont l'action sociale musulmane peut s'inspirer des organisations chrétiennes ou juives établies.

Ces trois objectifs se reflètent dans la structure du présent CSIS-Paper, lui-même divisé en trois parties : le *premier* chapitre offre un aperçu historique de l'action sociale telle qu'elle s'est développée notamment en Europe occidentale, en mettant l'accent sur ses origines religieuses ainsi que sur les plus importantes étapes ayant mené à la constitution de l'État social. Il propose enfin une typologie d'acteurs et actrices engagé-e-s au sein de ce dernier, en présentant le travail de certaines organisations confessionnelles. La réflexion sera complétée par un entretien avec Dorothee Guggisberg, qui reviendra sur la place des organisations musulmanes dans le système social suisse.

Le *deuxième* chapitre aborde les relations institutionnelles entre État et communautés religieuses en Suisse et met l'accent sur la place de l'action sociale confessionnelle et ses modalités de financement. Le point de départ est le cadre juridique et les discussions politiques actuelles dans les cantons de Zurich et de Vaud. Sur la base de ces exemples, des conclusions applicables de manière générale aux organisations musulmanes seront élaborées.

Le *troisième* chapitre portera sur quelques projets existants dans le domaine de l'action sociale et portés par des associations ou des acteurs et des actrices musulman-e-s en Suisse. Le cahier thématique se concentrera finalement sur l'expérience de personnes musulmanes engagées dans le social. Grâce à un entretien avec Chaouki Daraoui, on reviendra sur le besoin de professionnalisation de l'action sociale au sein des structures associatives musulmanes. Un entretien avec Hediye Ursula Wohlgefahrnt permettra d'avoir un aperçu du travail fourni par des personnes de confession musulmane engagées à titre individuel dans l'action sociale. Cet entretien

illustre également à quel point l'action sociale en Suisse et les actions de secours à l'étranger peuvent être liées. Le cahier thématique sera clôturé par une discussion conclusive sur des pistes de réflexion autour des enjeux et perspectives d'une action sociale musulmane en contexte helvétique.

1. Les fondements de l'action sociale en Suisse

Les religions et la naissance de l'action sociale

Universelle dans sa visée, l'action sociale s'est exprimée à des époques historiques et dans des contextes très différents. Dans la partie occidentale de l'Europe, pendant de nombreux siècles, celle-ci a été l'apanage des institutions religieuses chrétiennes qui ont grandement contribué à en définir le contenu. Par la prise en charge des pauvres et des nécessiteux, les religions concourraient à la construction d'une représentation socialement partagée de ces catégories de personnes qui varie en fonction du temps historique considéré. Ainsi, le catholicisme tendait à restituer une image plutôt positive du pauvre. Ce dernier, incarnant la souffrance du Christ, appelait le reste des croyants à l'aide et à l'assistance (Cattin, 2019).

Ce n'est qu'avec le développement urbain des 15^e et 16^e siècles, accompagné par l'avènement de la Réforme, que l'image du 'pauvre' tend à se transformer. Le travail, devenu la forme principale de glorification de Dieu pour le protestantisme, est ce qui relie directement l'homme au royaume céleste, motif pour lequel l'indigence commence à être considérée comme le plus grave des péchés. La visibilisation accrue de la pauvreté et de la mendicité appelait donc à une gestion publique concrète de ce phénomène, les mesures prises envers ces populations se traduisant souvent par des formes de rééducation et de remoralisation (Head-König/Christ, 2014).

C'est ainsi que se développe progressivement la distinction entre les 'bons' et les 'mauvais' pauvres. Les premiers seraient dans la condition de pauvres sans forcément l'avoir choisie (on parle des malades, des veuves, des estropiés, des enfants ou encore des vieillards), tandis que les deuxièmes le seraient par fainéantise ou paresse, la prise en charge de ces derniers se traduisant notamment par l'encadrement, voir la punition (Head-König/Christ, 2014). C'est au 18^e siècle qu'apparaît une différenciation des rôles au sein des institutions se chargeant publiquement de ces différentes catégories de la population, les hôpitaux soignant les 'bons pauvres' et les hospices essayant de redresser le comportement des plus hostiles au travail (Cattin, 2019).

Il faudra attendre l'avènement des Lumières pour qu'une réflexion sur les droits fondamentaux inhérents à tout être humain commence à émerger en Europe, avec pour corollaire, le fait de penser que c'est à la société de veiller à la réalisation de chaque citoyen·ne, y compris par le travail. C'est le début du phénomène dit de « sécularisation » de l'action sociale suivant lequel les Églises commencent à être concurrencées par la présence de nouveaux acteurs et actrices dans la définition et la gestion des pauvres, notamment l'État. Ce dernier, qui va se développer sous sa forme nationale au cours du 19^e siècle sur le continent européen, commencera, sous l'impulsion des luttes menées par les syndicats et les mouvements ouvriers, à mettre en place un ensemble de lois visant à encadrer le travail et éviter ainsi que des abus soient perpétrés par la classe dominante. Cette logique aboutira à la mise en place progressive d'un État social à vocation universelle dans différents pays européens. En parallèle à ces changements sociaux et étatiques, deux nouvelles formes d'assistance aux pauvres se développent : d'un côté les sociétés de bienfaisance, fondées essentiellement par des philanthropes soucieux de comprendre les causes de la pauvreté pour mieux y faire face (dont un exemple est la Société suisse d'utilité publique, fondée en 1810) et de l'autre des organisations religieuses motivées à reprendre leur place sur la scène de l'assistance aux plus démunis et inspirées par les dimensions sociales du christianisme (Cattin, 2020). Ces formes d'action sociale se révèlent très importantes dans le cas de la Suisse, pays dans lequel les acteurs et actrices privés jouent un rôle fondamental dans le domaine de la prise en charge des problèmes sociaux.

L'État social en Suisse : entre subsidiarité et fédéralisme

L'action sociale est tributaire de logiques historiques et contextuelles qui affectent sa définition et contribue à en éclairer les champs d'action. Ceci vaut également pour la Suisse, qui développe plus tardivement son État social par rapport à la plupart de ses voisins européens (Armingeon, 2001 ; Mosser, 2008), laissant la porte ouverte à une multiplicité d'acteurs et actrices engagés dans l'action sociale, ce qui amène à parler de 'welfare pluralism' pour le cas helvétique (Cattacin, 2006). Le pays se caractérise plus particulièrement par une interprétation fédéraliste et libérale de l'action sociale,

en accord avec les principes qui ont guidé sa construction et les partis qui ont pendant longtemps été au pouvoir dans le pays (Armingeon, 2001, 152; Cattacin, 2006, 53-54). Encadré par le principe de subsidiarité, qui veut que la gestion des problématiques sociales s'effectue au niveau hiérarchique et institutionnel le plus bas, l'action sociale se conçoit en Suisse comme une prestation qui doit être fournie en premier lieu par l'individu et sa propre famille. Viennent ensuite dans l'ordre les associations ou organisations de la société civile (dont celles dites confessionnelles auxquelles on s'intéressera dans ce cahier thématique), la commune, le canton et seulement en dernier ressort, la Confédération. La Constitution suisse, texte juridique qui explicite les fondements juridiques et institutionnels du pays, illustre bien le rapport existant entre les principes de solidarité et subsidiarité.

Les passages abordant la question de la solidarité et de la subsidiarité dans la Constitution fédérale de 1999

Préambule

(...)

sachant que seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres

Art. 6 Responsabilité individuelle et sociale

Toute personne est responsable d'elle-même et contribue selon ses forces à l'accomplissement des tâches de l'État et de la société.

Art. 41

1 La Confédération et les cantons s'engagent, en complément de la responsabilité individuelle et de l'initiative privée, à ce que :

- a. toute personne bénéficie de la sécurité sociale;
- b. toute personne bénéficie des soins nécessaires à sa santé;
- c. les familles en tant que communautés d'adultes et d'enfants soient protégées et encouragées;

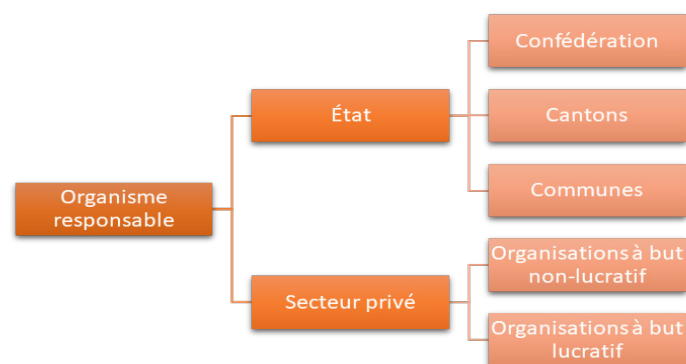
(...)

Contrairement à d'autres pays dotés d'un État central fort et interventionniste, la Suisse se distingue par sa fragmentation et le faible niveau de compétences originaires attribuées à l'État. L'introduction d'assurances sociales obligatoires au niveau national reste tardive en comparaison internationale, et cela pour différentes raisons. Un écueil au développement de politiques publiques traitant de la question sociale au niveau fédéral est la présence d'un système de démocratie semi-directe qui fait dépendre une partie des décisions politiques en la matière de l'avis de la population par voie de référendum obligatoire. Ce système de décision, qui implique l'intégration de différents groupes d'intérêt dans la prise de décision, a fortement contribué à ralentir les réformes sociales en direction d'une augmentation des compétences fédérales (Armingeon, 2001, 154-55 ; Soulet, 2010, 33).

Cette situation politique attribuant à l'État central un rôle secondaire dans la gestion des problèmes sociaux a clairement favorisé le développement d'associations et organisations œuvrant dans le domaine de l'action sociale. Parmi celles-ci, les organisations confessionnelles ont contribué et continuent de contribuer à la prise en charge des problèmes sociaux. Les spécificités historiques suisses en matière d'action sociale et plus particulièrement la place attribuée aux organismes privés dans le système social laissent en principe une porte ouverte à tout acteur confessionnel, y compris minoritaire, désireux de contribuer à l'action sociale.

À côté de l'État, une variété d'acteurs et actrices privé-e-s

Les acteurs et actrices engagé-e-s en Suisse dans l'action sociale peuvent être rangé-e-s sous deux grandes catégories : l'action sociale publique et l'action sociale privée. La distribution des tâches entre ces différent-e-s acteurs et actrices varie considérablement au fil du temps. La répartition des domaines de compétences parmi ces derniers et dernières se décline par ailleurs différemment en fonction des régions, ce qui signifie que dans certains cantons suisses un champ d'action est couvert par l'administration publique, alors que dans d'autres ce sont des acteurs et actrices privé-e-s qui s'en chargent (Keller, 2016).



En ce qui concerne la première catégorie, à savoir l'action sociale publique, elle s'effectue de façon prépondérante au niveau des cantons et des communes. Elle vise la prise en charge de différents problèmes d'ordre social et économique et concerne des catégories de population différentes comme par exemple les personnes mineures (services de protection des mineurs), les personnes n'étant plus en mesure de s'autogérer (tutelles et curatelles) et les personnes indigentes (centres sociaux communaux).

Pour ce qui est de l'action sociale privée, c'est-à-dire celle dont les services relèvent de l'initiative privée, on distingue généralement trois types d'acteurs et actrices. Le premier est constitué des associations privées à but non-lucratif. L'activité de ce type est très large et peut aller de la 'simple' récolte d'habits à l'accompagnement de familles en situation de détresse. Un deuxième type présent dans l'univers de l'action sociale privée est constitué par les fondations à but non-lucratif. Celles-ci se distinguent des associations à but non-lucratif par le fait de posséder un capital financier de base, généralement assuré par des philanthropes. Enfin un dernier type est représenté par les sociétés privées lucratives, à savoir par des organisations privées qui, contrairement aux acteurs et actrices à but non lucratif, font de l'action sociale une activité visant à générer du profit. Si, il y a quelques années encore, les associations actives dans le domaine de l'action sociale en Suisse étaient pour l'essentiel à but non-lucratif, on observe depuis au moins deux décennies le développement rapide d'« entrepreneurs » du social visant à rentabiliser leur engagement.

Les organisations confessionnelles caritatives

Parmi les acteurs et actrices privés à but non-lucratif engagés dans l'action sociale en Suisse, les associations et fondations caritatives confessionnelles ont joué et continuent de jouer un rôle très important (Weibel/Wiederkehr, 2015). Parmi les exemples les plus connus, on peut sans doute mentionner Caritas, l'Entraide protestante suisse (EPER) ou encore l'Union Suisse des Comités d'Entraide Juive (VSJF). Émanant des religions établies, ces organisations sont nées dans la première moitié du 20^e siècle avec l'objectif initial de fournir assistance aux membres de leur communauté respective. Ce n'est qu'au fil du temps et avec leur développement que les projets et les activités mis en avant par ces organisations ont commencé à apporter de l'aide à la société dans son ensemble. Elles se sont particulièrement spécialisées dans des domaines comme la lutte contre la pauvreté ou l'aide aux réfugiés (Knöpfel, 2018, p.135). Le choix de cibler une population confessionnelle plutôt que tout individu dans le besoin et indépendamment de ses appartenances culturelles et religieuses est encore aujourd'hui un sujet de discussion dans le travail social qualifié d'identitaire (Soulet, 2014). Ainsi, les nouvelles communautés religieuses s'engageant dans l'action sociale, comme c'était le cas à l'époque pour les religions historiques, sont confrontées aujourd'hui au même dilemme : s'engager pour le bien-être de la communauté ou apporter un soutien à la société dans son ensemble?

L'Entraide Juive en Suisse

L'Entraide Juive en Suisse est un exemple d'assistance motivée par des considérations confessionnelles, créée pour répondre à diverses situations de détresse, et qui a dû se positionner tout au long de son histoire entre coopération et distance critique face aux politiques publiques. À l'origine, le soutien social – qui joue un rôle important dans la tradition juive – était fourni par les communautés juives locales (Gerson/Hoerschelmann, 2004).

En 1908 est fondée la première association faîtière, regroupant « Les œuvres israélites de bienfaisance » – qui s'occupe essentiellement des personnes juives de l'étranger. Entre 1933 et 1945, l'association se consacre à la prise en charge des réfugié·e·s juifs fuyant l'Allemagne.

En 1936, elle est l'un des membres fondateurs de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) et commence, dans ce cadre, à travailler en collaboration avec d'autres organisations d'entraide et de secours. Elle exprimera à plusieurs reprises, de façon critique, son opposition à la politique restrictive d'accueil des réfugié-e-s mise en place par les autorités suisses, qui, au départ, refusaient de participer financièrement à leur prise en charge. L'association change de nom en 1943 et devient l'Union suisse des comités d'entraide juive/ Union d'aide aux réfugiés juifs (VSJF). La VSJF continuera à apporter son soutien aux personnes juives du monde entier ayant trouvé refuge en Suisse, même après la Seconde Guerre Mondiale. Depuis la fin des années 1970, elle intègre aussi des personnes qui ne sont pas de confession juive dans les divers groupes de bénéficiaires auxquels elle apporte son aide, puisque les demandeurs d'asile ont depuis cette époque la possibilité de choisir eux-mêmes les organismes d'entraide auxquels ils souhaitent s'adresser.

De nos jours, la VSJF, avec l'aide de professionnel-le-s et de bénévoles, met à disposition des personnes dans le besoin une large gamme de services et de prestations, dont des consultations psychosociales, un service de conseil pour les personnes en situation de surendettement, du soutien pour les personnes en situation de détresse, et un soutien spirituel (aumônerie). Les bénéficiaires pris en charge sont essentiellement de confession juive, quand bien même beaucoup ne sont souvent pas membres d'une communauté. Dans le domaine de l'asile, le VSJF assume pleinement son mandat de conseil aux réfugié-e-s et requérant-e-s d'asile.

On peut relever cette évidence : la Suisse, en tant qu'État social, laisse à un grand nombre d'acteurs et actrices la possibilité de s'impliquer concrètement. Diverses organisations se sont ainsi créées au fil du temps. Dorothee Guggisberg, qui enseigne le travail social à la Haute École de Lucerne, étudie le rôle que peuvent jouer les acteurs et actrices religieux actifs dans l'action sociale et se penche tout particulièrement sur la problématique de savoir où, dans le contexte actuel, les organisations musulmanes peuvent trouver leur place.

« La diversité de la société devrait aussi se refléter dans le domaine social » – entretien avec Dorothee Guggisberg

Professeur Guggisberg, quel est le rôle de la religion dans le travail social – un domaine pourtant très largement sécularisé de nos jours ?

La religion recouvre un rôle très important dans le travail social. Qu'on l'entende au sens large ou étroit du terme. A l'origine, l'action sociale en Suisse s'est construite sur un système de valeurs prônant l'équité, l'égalité des chances et la tolérance. Des concepts au centre de toutes les religions du monde, christianisme compris et qui trouvent leur réalisation concrète dans le travail social. Prenons par exemple la lutte contre la pauvreté et la garantie d'un revenu minimum : la responsabilité d'un État social est de protéger ses citoyen-ne-s en leur évitant de se retrouver en situation de détresse financière, et de garantir l'équité sociale. Pour cela, il travaille avec différents acteurs, religieux et laïcs, ce qui permet de diminuer les situations de détresse individuelle et de garantir la stabilité de la société dans son ensemble.

Concrètement, c'est ensuite aux travailleuses et travailleurs sociaux d'analyser précisément chaque situation, et de fournir le soutien nécessaire, dans le cadre des prescriptions légales et institutionnelles existantes, en maniant cependant avec beaucoup de soin et un très grand professionnalisme les pouvoirs discrétionnaires dont ils et elles disposent, et en appréciant au mieux les circonstances particulières de chaque personne concernée. Car une action, quelle qu'elle soit, doit, pour être professionnelle, pouvoir se justifier déontologiquement.

La religion joue par ailleurs un rôle important dans la vie de nombreux bénéficiaires de l'action sociale. Les acteurs professionnels de ce secteur doivent être à même d'évaluer et de comprendre la mesure et la dimension religieuses que peuvent avoir certaines convictions, ou certaines actions, pour les personnes auxquelles ils s'adressent. C'est le seul moyen, sous peine de voir les solutions proposées rester lettre morte. Et c'est particulièrement important lorsqu'ils travaillent avec des migrant-e-s. Ainsi, pour qu'une personne accepte l'aide proposée, il faut comprendre le sens que revêt pour elle le fait d'être malade, ou de souffrir d'un traumatisme psychologique.

Le travail sur le terrain implique en outre d'évaluer soigneusement l'importance que peuvent prendre les aspects religieux par rapport à d'autres aspects : institutionnels, économiques ou sociétaux. Les valeurs propres à chacune et à chacun, comme celles du groupe social ou communautaire auquel il ou elle appartient, sont toujours marquées par les valeurs religieuses dont elles sont issues. C'est la raison pour laquelle les professionnels du domaine de l'action sociale doivent, eux-aussi, toujours s'interroger et réfléchir sur ce qui sous-tend leur propre manière de penser.

Quelle est l'apport des groupes confessionnels à l'action sociale en Suisse ?

C'est une évidence : le travail social s'est largement laïcisé, même si nombre d'initiatives et d'organisations sociales en Suisse ont des origines catholiques ou protestantes. Les Églises ont eu par le passé – et ont encore – une importance considérable dans le domaine de l'action sociale. D'un côté, elles proposent elles-mêmes des services de conseil et de consultation sociale, travaillent et agissent au niveau des quartiers, proposent des activités communautaires. De l'autre, elles soutiennent financièrement des institutions importantes, permettant ainsi d'élargir l'offre disponible tant sur le plan social que spirituel, ce dont bénéficient beaucoup de personnes.

Il convient de ne pas oublier non plus que les Églises nationales participent financièrement aux grands débats de société, comme par exemple en ce qui concerne les subventions destinées à aider les personnes en marge, ou bien en s'associant aux efforts engagés pour maîtriser l'actuelle pandémie liée au SARS-CoV-2. Les missions en d'autres langues, et les diverses communautés de croyance, jouent également un rôle important. Elles mènent leurs actions en réseau et peuvent fournir et garantir un soutien réel. Les communautés ouvertes remplissent par ailleurs des fonctions de passerelle, constituant de facto des aides à l'intégration. Face aux questions qui se posent à leurs membres, elles sont à même de les aider et de les conseiller, en les orientant vers les autorités et services compétents le cas échéant. Elles sont à même, par un travail en commun et des actions conjointes, d'établir une compréhension réciproque et de favoriser le vivre-ensemble.

Quelles sont les responsabilités et les tâches assumées par les paroisses, et celles que prennent en charge les organismes de secours professionnels ?

Les paroisses ont un large éventail de tâches et de responsabilités pastorales et diaconales. Elles ont la charge de tout ce qui relève de l'aumônerie, procurent aide et soutien dans diverses situations de vie, et fournissent un accompagnement au quotidien aux personnes qui en ont besoin ou le souhaitent. Elles agissent, en règle générale, au niveau local, dans un périmètre d'action donné : un quartier, par exemple. Dans de nombreux domaines, elles travaillent également en collaboration, et de manière œcuménique, avec d'autres paroisses ou communautés ecclésiales, pour pouvoir atteindre le plus de personnes possibles. Les organismes d'entraide, d'un autre côté, sont organisés et centrés sur des thématiques données, et agissent à un niveau suprarégional. Ils sont financés – en tout ou en partie – par les Églises, pour apporter une aide spécifique, soutenir des projets, ou traiter de certains sujets de manière ciblée. Le répertoire de leurs compétences et de leurs responsabilités est très ouvert et va de l'aide au développement à l'assistance aux requérants d'asile et au soutien à l'enfance, en passant par le secours aux personnes dans le besoin dans notre pays, l'intégration au travail et des services de traduction.

Selon vous, quel rôle peuvent jouer à l'avenir les divers·e·s acteurs et actrices musulmans dans le domaine de l'action sociale ?

Le système social suisse est basé sur la notion d'intégration : tout le monde doit pouvoir être un membre à part entière de la société. Et pour cela, nous avons besoin de tout le monde. L'intégration est positive pour l'ensemble de la société. Elle crée la paix sociale. Mais dans la mesure où l'État n'intervient qu'à partir du moment où il n'existe plus aucune autre possibilité, il est de la responsabilité individuelle de chacun de se prendre en charge et de fournir aide et soutien là où c'est nécessaire. Ce peut être dans le cadre familial, dans le cercle des amis et connaissances, au travail, au sein de sa communauté – ou même en dehors d'elle. Pour qu'un véritable vivre-ensemble puisse exister dans une société, toutes et tous doivent aussi s'engager et en assumer la responsabilité – les individus qui la composent comme ses diverses communautés, ses institutions, ses dirigeant·e·s. Les associations et organisations musulmanes peuvent assumer une fonction

très importante d'intégration, notamment en endossant un rôle de traducteur ou d'intermédiaire, dans le cas de difficultés liées à la langue ou à la culture. Au sein de notre monde infiniment multiple et complexe, il est important que la diversité puisse aussi se transcrire dans le domaine de l'action sociale.

Les musulmanes et les musulmans doivent également pouvoir assumer des tâches et des responsabilités au sein d'organisations dédiées – dans le domaine de l'éducation et de la formation, du conseil social, de la santé, etc. Ces tâches et ces responsabilités, cependant, ne peuvent pas être confiées à un·e seul·e et unique représentant·e de telle ou telle confession, ni être conditionnées par la seule appartenance religieuse, car elles nous concernent toutes et tous, et doivent être prises en charge par tous. La confiance se construit : faire en sorte qu'elle puisse exister relève de notre cahier des charges commun.

2. Action sociale et rapports entre État et religion

Reconnaissance des communautés religieuses par les pouvoirs publics

En sa qualité et dans sa fonction de régulateur social, l'État exerce une influence déterminante sur l'action sociale des communautés religieuses. Parallèlement à l'État-social et à son organisation, le rapport contractuel qui, en Suisse, fixe le cadre des relations entre pouvoirs publics et communautés religieuses joue en l'occurrence un rôle essentiel, dont l'essence et la forme sont conditionnées par la notion centrale que constitue le fait pour ces dernières d'être – ou non – reconnues de droit public. Droit public qui, s'il impose aux communautés religieuses qu'il reconnaisse certaines obligations, leur garantit également un certain nombre de privilèges, comme le droit de proposer un accompagnement spirituel et pastoral en tant qu'aumôniers au sein d'institutions publiques, ou de percevoir des impôts. Jusqu'à présent, sont reconnues de droit public dans tous les cantons (à l'exception de Genève et Neuchâtel), les Églises évangélique réformée et catholique romaine ainsi que, dans quelques cantons, l'Église catholique chrétienne et la communauté juive. Depuis quelques années, on observe une évolution dans la politique religieuse de nombreux cantons. Cette évolution concerne avant tout les Églises et communautés religieuses reconnues, de plus en plus considérées comme des prestataires sociaux. Elles ne sont donc plus uniquement reconnues et subventionnées par les pouvoirs publics sur la seule base de leur signification historique, mais parce qu'elles démontrent leur utilité dans les domaines du social, de la culture et de la formation (Reber, 2000). On peut désormais, et avec raison, parler d'une véritable « légitimation des prestations financières sur la base de l'importance des services rendus au titre de l'intérêt général » (Pahud de Mortanges, 2015, 23).

Ce changement de paradigme a également des conséquences en ce qui concerne les communautés religieuses qui ne sont jusqu'à présent pas reconnues officiellement par les pouvoirs publics. Certes leurs contributions sont moindres que celle des communautés reconnues (Églises évangéliques et catholiques romaines), mais il reste que les communautés non reconnues ne touchent aucune subvention (Engi, 2018, 27). Les communautés confessionnelles et religieuses non reconnues (musulmanes, orthodoxes, hin-

douistes, bouddhistes, Églises libres, etc.) jouent un rôle de plus en plus important : aujourd'hui, en Suisse, plus de 12,5 % de la population âgée de 15 ans et plus déclare en effet s'y rattacher (Office fédéral de la statistique, 2020). Du point de vue du strict respect du droit à l'égalité de traitement, la question se pose donc de savoir si les services rendus par les communautés religieuses non reconnues ne devraient pas pouvoir être également subventionnés. Cette question, parmi d'autres, a conduit de nombreux cantons à ouvrir la discussion sur la manière dont pourrait continuer à se développer à l'avenir l'ordre jusqu'ici établi entre pouvoirs publics et communautés religieuses, dans un contexte de diversité religieuse de plus en plus marquée et de plus en plus importante.

Nous avons choisi d'illustrer cette problématique en prenant l'exemple des cantons de Zurich et de Vaud – où quatre ateliers portant sur l'action sociale ont eu lieu – deux cantons qui constituent, l'un pour la Suisse alémanique, l'autre pour la Suisse romande, des centres d'activités et d'engagement communautaire musulmans. Il y a traditionnellement, dans l'un et l'autre canton, une Église officielle, établie de longue date (c'est également le cas du canton de Berne, où s'est déroulé un autre de nos ateliers). Cet élément de tradition explique l'importance du soutien accordé par les pouvoirs publics aux communautés religieuses reconnues sur leur territoire (Engi, 2018, 17). Il s'agit en l'occurrence d'un soutien financier plus élevé que celui accordé en règle générale dans les autres cantons. En ce qui concerne l'évolution du système, l'approche adoptée par chacun des deux cantons diffère considérablement. Ainsi, le canton de Vaud attribue depuis 2007, à l'instar du canton de Bâle-Ville, une « petite reconnaissance » de droit privé, étape intermédiaire précédant la demande officielle, qui reste une procédure extrêmement complexe et pouvant s'étendre sur plusieurs années. A Zurich, toute reconnaissance juridique d'une nouvelle communauté religieuse nécessite une modification de la Constitution cantonale, ce qui constitue un obstacle et un frein importants. Dans l'exemple zurichois, le débat porte ainsi en premier lieu sur les relations avec les communautés religieuses, en préalable à leur reconnaissance institutionnelle. La comparaison entre ces deux exemples de politique religieuse cantonale – en matière de reconnaissance des diverses communautés confessionnelles – permet d'illustrer les forces comme les diverses possibilités et capacités

d'action offertes par chaque modèle, tout en ouvrant et en suggérant des perspectives applicables dans d'autres contextes.

Canton de Zurich

Dans le canton de Zurich, le subventionnement des Églises reconnues est fonction de leur engagement social et des actions au travers desquelles elles contribuent à l'intérêt général de la société (Engi, 2018, 7, 17). Les Églises concernées se voient attribuer un crédit global, en contrepartie d'un programme d'activité détaillé, qui doit être établi en conformité avec les directives suivantes : « Il (le canton) soutient, par une participation aux coûts qu'elles impliquent, les activités qui sont pertinentes pour l'ensemble de la société, en particulier dans les domaines de l'enseignement et de la formation, du social et de la culture. » (Kirchengesetz vom 9. Juli 2007, Art. 19 Abs. 2)

Une étude de 2007 permet de préciser, pour les Églises évangélique réformée et catholique romaine, quelles sont les prestations et services considérés comme « utiles pour la société dans son ensemble » et justifiant l'octroi de subventions publiques (Widmer et al., 2017). Des subventions qui s'élèvent, pour ce qui est du programme d'activité en cours (2020 à 2025) à 46,4 millions (sur un total de 61,3 millions) pour le seul domaine social, couvrant diverses actions, à l'échelle du canton et des communes, allant du travail des jeunes à la consultation sociale. Partant, les communautés reconnues se voient attribuer une partie considérable des subventions allouées (Kirchen im Kanton Zürich 2019, 11, 15).

En 2017, la Direction de la justice et de l'intérieur du canton de Zurich a publié un document d'orientation sur le thème « État et Religion », qui aborde la thématique de l'évolution possible de la politique cantonale en matière de religion dans les années à venir, dans le contexte d'une pluralité sociétale accrue. Ce document souligne l'importance de la religion comme facteur de cohésion sociale, considère que le système de reconnaissance officielle des communautés religieuses est un instrument qui a fait ses preuves, et conclut en insistant sur la nécessité de réglementer spécifiquement les communautés religieuses non reconnues. En ce qui concerne les actions et

prestations qu'elles fournissent, il précise qu'« il faut par conséquent examiner si, et dans quelle mesure, les services rendus par les communautés de croyance non reconnues par la Constitution (cantonale) peuvent – ou devraient – également être subventionnés. Ce type de soutien financier pourrait constituer la base d'une synergie dans laquelle les subventions publiques seraient conditionnées par des obligations correspondantes pour les communautés religieuses en bénéficiant » (Direktion der Justiz und des Innern 2017, 28).

Les conclusions de ce document d'orientation ont poussé le canton à réaliser une étude sur les communautés religieuses non reconnues, afin de rassembler des informations sur leurs structures, leurs activités et leurs souhaits (Baumann et al., 2019). Ceci a permis de mettre en lumière le fait que le personnel d'accompagnement musulman ne limite pas son soutien et ses conseils aux seules questions religieuses mais répond également aux questions de société et aux préoccupations sociales ; précisons que certaines associations musulmanes offrent aux femmes des possibilités d'échange et d'interaction sociale et préparent des repas pour les réfugié·e·s (ibid. 64-67). L'étude recommande entre autres de prendre davantage en considération – et de soutenir en les valorisant – les actions et activités des communautés religieuses non reconnues (ibid. 98-102). Ses conclusions, comme les résultats qu'elle a permis de mettre en perspective, ont débouché sur un nouveau débat au niveau politique : comment – et sous quelle forme – subventionner les services et prestations réalisées au bénéfice de la société dans son ensemble par les communautés religieuses non reconnues ? Et comment soutenir ces dernières, pour leur permettre de créer des structures pérennes ? Sont par ailleurs reconnues comme activités utiles à l'ensemble de la société et contribuant au bien commun « les prestations, offres et services dont bénéficient également et de manière régulière des personnes n'appartenant pas à l'association ou organisation les dispensant et qui ne soient pas culturelles, au sens le plus strict du terme » (ibid. 123s.).

Depuis 2018, le canton soutient un projet d'aumônerie musulmane, pour répondre à un véritable besoin dans ce domaine. Même si l'aumônerie occupe une place à part dans l'action sociale, en raison précisément de son caractère religieux, cette initiative illustre bien les caractéristiques structurelles

de la politique religieuse zurichoise, résolument basée sur une approche encourageant la collaboration avec les musulmans, par le biais de l'implication participative des Églises qui soutiennent le projet en y occupant une place importante comme parties-prenantes. Un projet dont, par ailleurs, le haut niveau d'exigence et de qualité est garanti par une structure institutionnelle dédiée et récemment créée, alliant assurance-qualité et formation continue.

La politique religieuse suivie dans le canton de Zurich a aussi pour conséquence directe que les services et prestations sociales des communautés religieuses non reconnues sont étudiées avec une attention particulière et peuvent devenir un sujet de débat public. Les acteurs et actrices musulman·e·s sont ainsi encouragé·e·s à poursuivre le développement de leurs activités sociales et à entrer en discussion avec les autorités cantonales en ce qui concerne de possibles financements publics.

Canton de Vaud

L'actuelle Constitution cantonale vaudoise – en vigueur depuis 2003 – souligne le rôle social des Églises et des communautés religieuses. L'État reconnaît ainsi « la contribution des Églises et communautés religieuses au lien social et à la transmission de valeurs fondamentales » (Constitution, art. 169 § 2), reconnaissance matérialisée par la mise à disposition par les autorités publiques de ressources nécessaires à ce qui est considéré comme étant une « mission au service de tous » (art. 170). Ce point est précisé plus en détail dans la loi encadrant les relations entre l'État et les Églises reconnues de droit public. Y sont en effet cités les divers domaines relevant de cette mission au service de la société dans son ensemble, dont « (la) santé et (les) solidarités », « (la) formation et (l') accompagnement » (Loi sur les relations entre l'État et les Églises reconnues de droit public du 9 janvier 2007, art. 7 § 2) ainsi que le concours apporté par les Églises au dialogue interreligieux (§ 3).

L'attention portée à l'action sociale et à son orientation nécessairement axée sur le bien de toutes et tous, se reflète également dans les directives relatives à la « petite reconnaissance ». Ainsi, parmi les aspects caracté-

sant le rôle essentiel joué par les communautés religieuses, la loi sur la reconnaissance précise, entre autres, qu'elles doivent « exercer un rôle social et culturel » et « s'engager en faveur de la paix sociale et religieuse » (Loi sur la reconnaissance des communautés religieuses et sur les relations entre l'État et les communautés religieuses reconnues d'intérêt public du 9 janvier 2007, art. 10 § 1). Les dispositions exécutoires précisent de surcroît que leur action doit avoir une portée suffisante et dépasser le cercle communautaire : « La communauté requérante exerçant un rôle au sein de la société vaudoise ouvre ses activités sociales et culturelles à un public plus large que les seuls membres de la communauté en question. » (Règlement d'application de la loi du 9 janvier 2007 sur la reconnaissance des communautés religieuses et sur les relations entre l'État et les communautés religieuses reconnues d'intérêt public du 24 septembre 2014, art. 6) Ce qui est explicitement souligné ici est la contribution qu'elles se doivent d'apporter à la paix sociale et religieuse, comme l'énonce la citation suivante : « La communauté requérante doit s'engager en faveur de la paix sociale et religieuse envers l'ensemble des personnes physiques et morales (...). » (art. 7) Les communautés religieuses se voient donc reconnaître une fonction de cohésion sociale importante – dont il est attendu qu'elle soit également mise en pratique.

La loi vaudoise sur la reconnaissance encourage indirectement l'engagement social des communautés non encore reconnues dans la mesure où l'on exige d'elles une action et des activités sociales présentant un certain nombre de critères de qualité bien précis, dépassant les groupes-cibles constitués par les bénéficiaires communautaires. Les acteurs et actrices musulman-e-s sont ainsi encouragé-e-s à non seulement mettre sur pied des services sociaux destinés à répondre à un besoin existant, mais également à obtenir pour cela une reconnaissance officielle. En énonçant un certain nombre d'exigences, l'État intervient de manière constructive en structurant le champ d'action des acteurs religieux. Comment interpréter, par exemple, l'exigence d'atteindre « un public plus large que les seuls membres de la communauté en question » ? De quelle manière et au travers de quel type d'actions atteindre ce public élargi ?

À l'heure actuelle, cette réglementation se révèle déjà d'une pertinence concrète pour les communautés musulmanes : l'Union Vaudoise des Associations Musulmanes (UVAM) ayant déposé en 2018 une demande de petite reconnaissance, elle est ainsi tenue de se mettre en conformité avec les conditions que ce statut lui impose. Dans le canton de Vaud, la thématique de la reconnaissance ne concerne du reste pas la seule communauté musulmane : d'autres communautés, dont les Églises anglicane et catholique chrétienne ainsi que la Fédération évangélique vaudoise (FEV) ont également demandé à pouvoir bénéficier de ce statut de « petite reconnaissance ».

Organisations musulmanes : comparaison et perspectives

La comparaison entre les deux cantons fait clairement apparaître le fait que l'accent est principalement mis sur le lien entre action sociale et reconnaissance officielle. Dans chaque canton, et indépendamment de la position adoptée par l'un comme par l'autre sur la reconnaissance en droit, c'est le rôle social joué par les communautés religieuses, évalué en fonction de son utilité sociale, qui est pris en compte. En outre, une importance est accordée au caractère universel de l'activité qui ne doit ainsi pas s'adresser aux seuls membres appartenant à la même communauté religieuse. Les communautés religieuses se trouvent ainsi confrontées aux défis consistant à mettre sur pied leurs activités relevant du domaine social et en même temps à les présenter aux autorités cantonales. Il est évident que les diverses situations de départ ne sont pas comparables : les communautés religieuses établies, en premier lieu les Églises évangélique réformée et catholique romaine, disposent de ressources leur permettant de proposer une offre très diversifiée et d'un haut niveau de qualité. Les communautés religieuses plus récentes et plus petites doivent, quant à elles, relever des défis considérables et ne disposent que de moyens limités. Nous nous retrouvons ici face à un défi : comment financer des activités prouvant que l'on remplit un rôle social, et ce sans l'aide de fonds publics ? L'État peut-il – et doit-il – apporter un soutien financier avant que la reconnaissance ne soit officiellement acquise ? Ou les communautés religieuses doivent-elles tout d'abord montrer qu'elles sont à même de fonctionner seules et sans soutien ?

Alors que dans le canton de Vaud, la perspective de se voir attribuer une subvention reste liée à la petite reconnaissance, le débat à Zurich porte premièrement sur la question de savoir si les communautés religieuses non officielles peuvent obtenir des subventions et en outre sur les relations qui existent entre ces communautés et le canton. L'une et l'autre option sont cependant liées : les communautés religieuses peuvent obtenir une reconnaissance sociale grâce à une action sociale reconnue et respectée, action sociale qui, quant à elle, constitue la condition indispensable à l'obtention d'une reconnaissance juridique. Le soutien financier apporté au projet d'aumônerie musulmane dans le canton de Zurich peut en ce sens être appréhendé comme une sorte de « mini-reconnaissance », contribuant dans une large mesure à l'acceptation sociale des communautés religieuses n'étant pas officiellement reconnues.

Ceci posé, il demeure un certain nombre de questions non traitées concernant tant les communautés musulmanes que les autres communautés religieuses non reconnues. Journalistes, spécialistes du bénévolat et acteurs et actrices issu·e·s d'organisations d'entraide ou de projets sociaux musulmans ont eu l'occasion d'en débattre dans le cadre de nos ateliers :

1. Bénévolat : quels sont les enjeux et les défis posés par le travail bénévole ? Comment en faire des atouts ?
Il importe avant tout de fournir aux bénévoles un soutien et un accompagnement professionnels. Il s'agit d'encadrer leur travail de manière claire et délimitée dans le temps pour leur éviter de se retrouver surchargés. Une première étape, essentielle, consiste à clarifier les rôles et les attentes et à encourager une réflexion en commun sur les souhaits et les idées des bénévoles. On peut, par exemple, exprimer son appréciation au moyen d'un mot de remerciement ou attribuer un document répertoriant les différents services rendus. Ceci peut également se faire en donnant la possibilité à un ou une bénévole de suivre une formation complémentaire. Le fait de reconnaître et d'apprécier à sa juste valeur l'expérience apportée par les collaboratrices et collaborateurs volontaires au sein d'une association leur permet de se sentir davantage considéré·e·s. Enfin, il a été proposé en cours de discussion d'évaluer, dans les dépôts de projet, le travail bénévole réalisé comme une prestation propre.

2. Visibilité et communication : comment rendre plus visible l'action sociale des actrices et acteurs musulman·e·s ? Comment se faire connaître auprès du grand public grâce aux médias ?

La première étape consiste à mettre en place une communication ouverte, claire et transparente, ce qui implique d'être prêt à faire également face à des questions critiques pouvant porter sur le soupçon de prosélytisme et de radicalisation. Être facilement atteignable et accessible pour les journalistes est essentiel si l'on veut pouvoir établir un véritable lien. Il y a plus de chance d'éveiller un intérêt quand la communication porte sur des questions et des sujets qui raisonnent auprès du grand public et les médias (la prévention, le dialogue interreligieux, les jeunes musulman·e·s, l'aumônerie entre autres). Il faut, par ailleurs, montrer où résident la nouveauté et la valeur ajoutée des actions menées en ce qui concerne la participation, la formation, le dialogue et la gestion des conflits, tout en n'oubliant pas de préciser que cette contribution est sans but lucratif.

3. Coopération et réseautage : de quelle manière les communautés religieuses non reconnues peuvent-elles tisser des liens avec des institutions bien établies ? Quel peut être le rôle du dialogue interreligieux ?

Il s'agit en l'occurrence, et avant tout, d'identifier les associations, les autorités, les écoles, les centres pour jeunes et les infrastructures sociales existant à proximité géographique des organisations musulmanes. C'est à partir de ces contacts « entre voisins » que peut ensuite se développer un fort réseau interrelationnel. Comme les Églises disposent souvent de ressources bien plus importantes et d'un réseau beaucoup plus large, elles peuvent se faire ouvrir les portes d'autres institutions et devenir un partenaire de choix pour un travail commun. C'est par exemple le cas de la Déclaration interreligieuse sur les réfugiés qu'ont publiée ensemble les communautés juives, chrétiennes et musulmanes, et qui exprime des motivations et des choix communs (Conseil suisse des religions, 2018). Elle propose également une base sur laquelle développer des projets pratiques d'aide aux réfugié·e·s (voir ci-dessous p. 47).

4. Soutien et financement : quelles sont les différentes possibilités de financement existant pour les projets sociaux ? Où trouver un soutien financier pour ce type de projets ?

Pour qu'ils se réalisent les projets sociaux peuvent s'appuyer sur un grand nombre de ressources : bénévolat, dons publics ou privés, fonds rassemblés grâce à des collectes ou obtenus à travers des fondations, subventions des pouvoirs publics (par l'intermédiaire par exemple des services en charge des questions d'intégration). Obtenir un parrainage implique de parvenir à convaincre le sponsor potentiel auquel on s'adressera de la plus-value du projet et de son utilité sociale. Une interrogation centrale peut ici être formulée : où chercher et à qui s'adresser pour s'assurer des coopérations ou décrocher une subvention ? A cette question s'associe la thématique de l'indépendance et de la possibilité de s'exprimer de manière libre sur des questions de société. Les prises de position critique au sein même des œuvres d'entraide des Églises, portant entre autres sur les questions relatives à la pauvreté et à l'équité sociale, sont essentielles.

3. L'action sociale des associations musulmanes en Suisse

Contexte et historique

Il est difficile de situer précisément les débuts d'une action sociale musulmane en Suisse tant les mosquées et associations musulmanes ont intégré des activités sociales à leurs activités culturelles et éducatives depuis des années. De nombreux centres islamiques proposent en effet une palette d'activités allant du culte musulman à des pratiques caritatives plus ou moins organisées, en passant par des cours et du soutien scolaire. À cela s'ajoutent les actions de solidarité informelle entre les fidèles fréquentant des lieux de culte musulmans et leur entourage, allant de dons matériels à un soutien moral ou encore administratif.

Toutefois, l'apparition de projets puis de structures spécifiquement dédiés à l'action sociale marque un tournant important dans l'historique des organisations musulmanes en Suisse (Brodard, 2019). C'est à partir de ce moment que peut prendre sens ce terme d'action sociale musulmane, car elle est dès lors organisée et conceptualisée en tant que telle. De manière autonome et non concertée, plusieurs projets éclosent au cours de la dernière décennie dans différentes villes suisses, là où des situations d'urgence sociale se font sentir. C'est particulièrement en Suisse romande que les projets d'action sociale musulmane se développent, probablement en raison de la plus forte présence d'attentes sociales au sujet de la participation citoyenne d'acteurs musulmans (Banfi, 2013b).

En 2009, le Centre Islamique de Genève, communément appelé mosquée des Eaux-Vives, lance son service social qui organise des distributions de denrées alimentaires et de produits de première nécessité. Fondé en 1961 par Saïd Ramadan, alors personnalité influente du mouvement des Frères musulmans (Banfi, 2013a), ce centre islamique a maintenu un lien idéologique avec le mouvement en promouvant un islam socialement engagé. Le mouvement anticolonial des Frères musulmans, fondé en Égypte en 1928 par le beau-père de Saïd Ramadan, Hasan al-Banna, a fait de la restauration d'une conscience musulmane l'un des points centraux de sa militance. Dans son programme politique d'orientation islamiste, il a ainsi associé l'effort prosélyte et l'action sociale afin de gagner des partisans et l'aide de l'État. Aujourd'hui encore, les activités sociales des Frères musulmans font l'objet de discussions controversées.

À la même époque, des activités sociales s'organisent dans le canton de Vaud sous l'égide de l'Union Vaudoise des Associations Musulmanes (UVAM). Entre 2010 et 2020, différents projets se développent autour de centres islamiques en Suisse. De manière souvent informelle, ils proposent différents services et prestations sociales, tels des cours de soutien scolaire, des séances d'information sur le droit ou la santé ou encore des dons matériels épisodiques destinés à des personnes nécessiteuses, en Suisse comme à l'étranger. L'inventaire de ces initiatives reste difficile tant elles restent mouvantes, évolutives et souvent sporadiques. En outre, elles se développent à l'échelle locale et ne sont généralement guère connues au-delà de cercles restreints.

Cependant, la création d'organisations spécifiquement conçues pour l'action sociale représente un tournant important de ces dernières années. Fondées sur une identité musulmane plus ou moins affirmée, ces structures s'engagent dans divers domaines, en développant des liens de coopération avec des institutions publiques et d'autres associations de la société civile. En 2014, l'association Service d'Aide Sociale Islamique (SASI) est fondée à Genève et constitue ainsi la première organisation musulmane spécifiquement dédiée à l'action sociale en Suisse. En 2016, le projet Tasamouh est lancé à Bienne. Dans le canton de Vaud, plusieurs structures engagées dans l'action sociale se créent également, à l'instar du Ring à Prilly, du Bureau social du Complexe Culturel des Musulmans de Lausanne (CCML) ou encore de l'association Vaud Human Solidarity (VHS). À ce jour, il existe cependant moins d'une dizaine de structures musulmanes dont la mission première se rapporte à l'action sociale et caritative, ce qui fait de l'action sociale musulmane en Suisse un phénomène encore marginal, discret et limité. De plus, la plupart de ces structures restent fragiles et peinent à assurer des prestations sociales conséquentes et régulières. Leur pérennité reste donc très incertaine. Pour autant, elles reflètent une tendance d'engagement communautaire musulman qui se retrouve dans nombre d'autres pays d'Europe de l'Ouest (Barylo, 2017).

Motifs et besoins

Les différents cas montrent d'abord la centralité d'acteurs et actrices musulmans individuels dans la création de projets et de structures d'action sociale. En d'autres termes, ce sont généralement des personnes qui sont à la base des initiatives associatives. Ce point exprime aussi l'autonomie et l'indépendance de ces structures locales. Interrogés sur les raisons de leur engagement, les acteurs musulmans lient généralement les exigences de leur foi à un élan solidaire dans une démarche citoyenne. Selon leur compréhension, l'islam les exhorte à agir pour le bien public et à aider les personnes dans le besoin. Parallèlement à leur vie religieuse, ces acteurs sont souvent engagés dans la société dans l'optique de se rendre utiles et d'accomplir leur devoir de citoyen.

On assiste donc ici à une rencontre entre des logiques religieuses, influencées par la foi et propices à l'engagement dans la bienfaisance, et des logiques citoyennes. À un niveau plus collectif, l'engagement d'organisations musulmanes dans l'action sociale en Suisse et ailleurs en Europe se présente comme une extension d'un engagement communautaire. En effet, les organisations musulmanes se concentrent généralement d'abord sur la gestion du culte et l'éducation religieuse, avant d'investir d'autres activités, dont le caritatif. À ce stade, l'action sociale musulmane, qui se développe d'abord essentiellement dans les cercles communautaires des fidèles des centres islamiques et de leurs réseaux, se déploie finalement plus largement dans la société en touchant des bénéficiaires divers, musulmans ou non (Soulet, 2014).

Enfin, à un autre niveau, ce sont des attentes externes, exprimées par des voix de l'État comme de la société civile, qui exhortent les associations musulmanes à participer à la vie citoyenne et à contribuer à la lutte contre l'exclusion. En ce qui concerne l'islam, ces exhortations publiques se sont notamment fait entendre dans le domaine de la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (Merz/Farman, 2017). Outre le champ spécifique de l'action sociale, ce sont nombre de thématiques sociétales qui ont été investies ces dernières années par des associations de jeunes musulmans, à l'instar de l'environnement, de la politique ou encore de la cohésion so-

ciale. Indépendantes des structures des primo-migrants musulmans, ces associations se caractérisent par leur forte implantation locale et par les profils de leurs membres, qui sont pour la plupart nés en Suisse.

Des exemples de projets d'action sociale musulmane en Suisse

Les quatre cas présentés ci-après sont illustratifs. Ils ont été sélectionnés sur la base du fait que, d'une part, ils concernent des activités à plus long terme dans le domaine de l'action sociale et, d'autre part, ils impliquent une interaction avec des organisations partenaires ou des bailleurs non musulmans. En outre, les quatre cas dans leur ensemble permettent de mettre en évidence la présence d'un large éventail de domaines d'action.

Le Service d'Aide Sociale Islamique à Genève

Émanant du service social du Centre Islamique de Genève, le Service d'Aide Sociale Islamique (SASI) s'est constitué en association en 2014. Il se propose de fournir une action sociale orientée vers tous les nécessiteux sans discrimination liée à la religion, à l'origine ou au genre. L'association présente une palette de prestations sociales, principalement basées sur une aide matérielle aux populations défavorisées de la ville. L'activité principale est l'épicerie solidaire hebdomadaire, durant laquelle des denrées alimentaires sont distribuées aux bénéficiaires. L'association dispense également des ateliers à destination des migrants, notamment dans le domaine de la citoyenneté, ainsi que des cours de français. Deux soirs par semaine, un groupe de bénévoles part à la rencontre des sans-abris dans les rues de la ville pour des distributions de sandwiches. À travers ses diverses activités sociales, le SASI a développé des partenariats avec des institutions publiques, à l'instar du Bureau de l'intégration des étrangers du canton de Genève (BIE), et des associations de la société civile, comme le centre d'accueil pour personnes migrantes La Roseraie ou l'Association genevoise pour la défense de travailleur·ses du sexe Aspasie. En outre, il est devenu membre du STAMM, une plateforme regroupant les structures sociales publiques ou privées de la ville de Genève engagées dans la lutte contre l'exclusion et la précarité. Malgré le fait qu'une dynamique répondant aux besoins locaux et une collaboration avec les acteurs et actrices de la société civile se soient

mises en place, il faudra continuer à observer de manière critique la possible influence de l'idéologie des Frères musulmans dans le travail du SASI.

Tasamouh : entre prévention de la radicalisation et action sociale auprès des jeunes

En 2016 est lancé à Bienne un projet nommé Tasamouh, dont la contribution initiale a consisté en la formation de treize médiateurs interreligieux. Ces derniers, issus d'origines culturelles et de confessions diverses, sont censés non seulement œuvrer au vivre-ensemble et à la compréhension mutuelle, mais aussi et surtout prévenir l'extrémisme violent chez les jeunes musulmans de la ville. Deux ans plus tard, Tasamouh se constitue en association enregistrée et dotée de statuts. Dès ses débuts, ses activités se multiplient et s'étendent de plus en plus. La raison d'être initiale de Tasamouh et son axe de travail principal sont la prévention de l'extrémisme violent. Pour cela, l'association se concentre sur des jeunes musulmans et musulmanes de la ville, en proie à des problèmes d'ordre identitaire, familial et social, ainsi que sur leurs familles. Parallèlement, l'association s'engage également dans la société et cultive nombre de partenariats, en participant à des projets liés à l'intégration et à la cohésion sociale. En 2019, Tasamouh obtient un financement plus conséquent du Réseau National de Sécurité (RNS) de la Confédération pour ses actions de prévention de l'extrémisme violent, un soutien qui reconnaît la contribution positive de cette association au domaine de la prévention dans lequel s'engagent un certain nombre d'organisations musulmanes.

Des activités sociales pour jeunes et adultes en contexte lausannois

Dans l'agglomération lausannoise, différents engagements dans l'action sociale se sont construits autour de l'Union Vaudoise des Associations Musulmanes (UVAM) et du Complexe Culturel des Musulmans de Lausanne (CCML). L'UVAM a développé son projet de Jobcoaching dès 2014 en accompagnant des jeunes dans la recherche d'un emploi et la planification de projets formatifs et professionnels. Autour du CCML, plusieurs projets sociaux ont été réalisés au cours de ces dernières années, à l'instar du Ring, un centre de loisirs pour adolescent·e·s, et d'un Bureau social, constitué de plusieurs personnes issues d'horizons professionnels variés et pouvant

conseiller des personnes dans le besoin. La mise en place de ces projets s'accompagne souvent d'une volonté accrue de collaboration avec la société civile et les services étatiques existants, comme en témoigne le récent engagement de l'UVAM dans le processus de reconnaissance étatique initié avec le canton de Vaud. On peut par ailleurs supposer que cette demande de reconnaissance renforcera la dynamique de l'action sociale musulmane dans les années à venir.

Aumônerie musulmane dans le canton de Zurich

Le projet zurichois « Aumônerie musulmane dans les institutions publiques » est né d'un engagement déjà ancien de l'association faitière des organisations islamiques à Zurich (VIOZ). En parallèle à un projet-pilote d'aumônerie musulmane pour requérant-e-s d'asile, initié à Zurich par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et dont les résultats ont permis de mettre en lumière que disposer d'aumônier-e-s ne constitue pas seulement un soutien pour les requérant-e-s d'asile confrontés à des situations de détresse, mais également une véritable valeur ajoutée. Ceci pour les centres de requérants comme pour la société dans son ensemble. L'accompagnement spirituel apporté par les aumônier-e-s permet de dépasser les stéréotypes, de relier la culture d'origine des requérant-e-s à la Suisse, et d'agir de manière préventive en apaisant les conflits. Constatant par ailleurs le besoin croissant d'aumônier-e-s musulmans dans les hôpitaux, les établissements de soins et les prisons, et dans le contexte plus général d'un débat critique sur les communautés religieuses non reconnues (cf. supra p. 23), le canton de Zurich a estimé que cette problématique constituait un champ d'action particulièrement important. En partenariat avec la VIOZ, le canton a donc créé, en 2017, le « QuaMS – Qualitätssicherung in Muslimische Seelsorge in öffentlichen Institutionen » : une association soutenue par l'Église réformée et l'organisme de l'Église catholique romaine du canton de Zurich, à la fois au sein d'une commission d'accompagnement et sous la forme de subsides. L'objectif et la mission de cet organe est de garantir sur le long terme la qualité de l'aumônerie musulmane dans les institutions publiques, et de mettre en place les structures nécessaires, avec une attention particulière portée à la formation des aumônier-e-s musulmans (Schmid/Lang, 2020). A l'heure actuelle, la priorité est de mettre en place une aumônerie en milieu hospitalier, mais QuaMS a été contacté par d'autres types d'institutions, comme des EMS et des services sociaux. L'association a par ailleurs reçu le mandat

de poursuivre le projet d'aumônerie dans les centres pour requérants d'asile. Le fait que toutes les parties prenantes aient travaillé en étroite collaboration a certainement constitué le premier facteur de réussite de l'ensemble du projet.

Enjeux et perspectives

Ces projets illustrent l'engagement musulman dans l'action sociale en Suisse. On peut y voir un large éventail d'interventions : le soutien aux réfugié-e-s ainsi que la prévention de la radicalisation représentent des besoins pour lesquels les organisations musulmanes disposent de compétences spécifiques. Mais d'autres domaines d'action sont également présents : distribution de nourriture pour les sans-abris et les nécessiteux, activités de loisirs pour les jeunes, conseil en matière d'orientation professionnelle, ou encore accompagnement spirituel dans les établissements de santé.

Au cours de ces dernières années, ces projets ont connu un développement de leurs activités, ce qui laisse présager leur pérennité et leur consolidation dans le temps. Toutefois, elles se retrouvent également confrontées à des difficultés et à des limites communes, au-delà de leur diversité. Tout d'abord, ces projets se caractérisent par un engagement profond de personnes sans qui la continuité de la structure et des activités se trouverait compromise. Ces acteurs centraux, qui sont souvent les initiateurs des projets, parviennent souvent à fédérer une équipe de bénévoles et à coordonner un nombre important d'activités. Toutefois, la dépendance des associations à ces personnes phares occasionne une certaine fragilité. En effet, ces associations peinent à fidéliser un groupe de bénévoles sur le long terme et manquent régulièrement de personnel qualifié. À cela s'ajoute le problème du financement et la modestie des moyens économiques à disposition. Ces associations dépendent pour l'essentiel de subventions externes, allouées sur la base de projets spécifiques et par conséquent sporadiques et irrégulières. Au-delà des subventions pour les projets de l'État, des églises et des fondations, des mécanismes musulmans communautaires tels que la *zakât* (aumône obligatoire) pourraient permettre des sources de financement et contribuer ainsi à la pérennité de ces projets.

Afin de discuter des principaux défis auxquels sont confrontées les associa-

tions musulmanes engagées dans l'action sociale, Chaouki Daraoui, travailleur social et responsable du Bureau social au sein du CCML, s'exprime sur sa vision de ce secteur en constante évolution. Ses observations mettent en évidence, de façon générale, la nécessité de davantage professionnaliser l'action sociale offerte par les organisations musulmanes et l'importance des collaborations entre société civile et État dans la mise en place de projets.

« Il y a une vraie volonté de s'impliquer dans le système social suisse » – Entretien avec Chaouki Daraoui

Monsieur Daraoui, vous êtes responsable d'un projet d'action sociale au sein d'une association musulmane, le CCML. Comment décririez-vous le champ de l'action sociale aujourd'hui en Suisse romande ?

Pour répondre à cette question, il faut prendre en compte la socio-histoire de l'action sociale au sein de la communauté musulmane dont le commencement se situe à la fin des années 1960. A cette époque-là, l'action sociale était basée sur la finalité de la préservation des identités culturelles et religieuses. Elle concernait plus particulièrement les communautés ethniques comme par exemple celles originaires de Bosnie, d'Albanie ou encore de Turquie. Aujourd'hui on part de la vie sociale et non plus de la préservation des identités culturelles. Il y a un vrai changement même dans le langage. On parle moins de religion et de culture. La culture est vue comme une facette parmi d'autres et la question que l'on se pose est la suivante : comment réfléchir aux appartenances dans le cadre de la société suisse ? Pour faire cela, les organisations musulmanes ont dû se professionnaliser et institutionnaliser leurs offres. En plus de ça, on assiste aujourd'hui à une ouverture de la part des communautés vers les services étatiques concernés afin de créer des partenariats et des collaborations. Il y a une vraie volonté de s'impliquer dans le système social suisse.

Un autre changement important concerne les jeunes. Aujourd'hui, une grande partie du travail se fait avec la deuxième génération, donc avec des musulman·e·s sont né·e·s en Suisse. Les questions qui se posent sont donc par exemple liées à l'identité, aux rapports familiaux et aux questions relationnelles. Dans ce sens-là les besoins des jeunes musulmans sont différents de ceux de leurs parents. Et nous avons des outils pour les accompagner car nous avons un pied dans le système social et l'autre dans la

communauté musulmane. Ces deux dimensions nous permettent d'agir de façon efficace pour aider les personnes concernées.

Monsieur Daraoui, votre projet se compose de professionnel·e·s issus de différents domaines, comme par exemple le droit, la psychologie ou encore le travail social. Pourriez-vous nous expliquer l'importance de la professionnalisation des projets d'action sociale ?

Tout dépend du type de projet dont on parle. Dans certains projets, comme par exemple l'accompagnement de personnes âgées, les visites à domicile ou l'animation avec les jeunes, on n'a en principe pas toujours besoin d'avoir des professionnel·e·s. Mais dans d'autres projets impliquant des enjeux plus complexes, comme des crises d'adolescence, le risque de désaffiliation sociale ou encore l'extrémisme, on a besoin de thérapeutes, de juristes, de médiateurs, de travailleurs ou encore d'assistants sociaux. Ces professionnel·le·s sont avant tout conscients des finalités de l'action sociale et sont en mesure de proposer une action efficace. Les professionnel·e·s ont aussi une 'boîte à outils' qui leur permet, au-delà de la requête explicite avancée par le bénéficiaire, de trouver des solutions pour résoudre une problématique donnée. Ils et elles sont capables de faire une analyse fine de la situation pour déterminer le contenu exact de la demande et ouvrir l'horizon des solutions possibles. Un autre élément fondamental que les professionnel·le·s ont développé est la posture de détachement par rapport aux situations. Parfois on fait face à des situations qui remettent en question nos convictions les plus intimes, et il faut être en mesure de prendre du recul. Cette compétence se développe au fil du temps et grâce à la pratique professionnelle. Après on a des bénévoles qui travaillent dans les projets, mais ils et elles sont formés à cette philosophie. Il faut que les bénévoles adoptent le même point de vue que les autres professionnel·le·s, en garantissant cohésion et cohérence. Quand on assiste une personne on se doit d'avoir tous le même message vis-à-vis d'elle. Avant d'accompagner une personne, on se réunit en équipe et on fait une évaluation collective de la demande. Pour les situations complexes on fait une analyse systémique qui prenne en compte toutes les dimensions et on propose des échéances, c'est-à-dire qu'on fixe des objectifs dans le temps.

Pourriez-vous indiquer quels sont selon vous les éléments clés de réussite d'un projet d'action sociale, et le cas échéant, les obstacles à sa réalisation ?

Il y a plusieurs conditions, mais j'en mentionnerais en particulier trois : la volonté, les ressources financières et les personnes compétentes. Une fois ces trois conditions réunies, il faut réussir à motiver la communauté à s'engager dans un projet et ce n'est pas toujours facile, parce que pas tout le monde se sent concerné. Après dans le cadre de projets d'envergure il faut un vrai concept. Quand on collabore avec les communes, les écoles ou encore la culture, on a des critères stricts à respecter et le respect de ces normes est fondamental. Si on ne précise pas tout de suite quelle est la méthodologie du projet, on risque de partir dans tous les sens. Un obstacle que l'on observe parfois dans la mise en place initiale des projets est le manque de reconnaissance. Souvent, on se sent comme des pompiers, qui doivent faire un travail sur demande de l'État quand une situation est devenue très complexe. Il faudrait parfois plus de respect mutuel pour avancer dans la même direction depuis le début. Mais aujourd'hui les autorités commencent à se rendre compte du fait qu'il y a des partenaires fiables au sein des communautés avec qui elles peuvent collaborer. A une époque il n'y avait que des personnes indépendantes à qui l'État pouvait faire appel, aujourd'hui on essaie de structurer et de professionnaliser d'avantage l'offre. En ce qui concerne la communauté, il y a également parfois des peurs qui viennent de ses membres. Il s'agit de personnes qui connaissent des situations très complexes mais qui, par peur d'être jugées, préfèrent éviter de s'adresser à des services comme le nôtre. Il est donc très important pour nous de créer un lien de confiance avec ces bénéficiaires et de leur faire comprendre que nous ne sommes absolument pas là pour les juger.

Dans le panorama social actuel, il existe déjà plusieurs projets d'action sociale, y compris des projets qui trouvent leurs racines au sein d'autres communautés religieuses. Est-ce que votre démarche s'inspire de ces projets-là ?

Avant de lancer mon projet j'ai personnellement passé des mois à étudier l'historique de Caritas ou encore du Centre Social Protestant, en essayant de comprendre la démarche des associations communautaires

et religieuses dans le domaine de l'action sociale en Suisse. Pour notre association, il est très important de comprendre le contexte et ces associations communautaires ont maintenant une tradition très riche. Dans notre expérience on a d'ailleurs déjà collaboré avec Caritas dans le cadre de demandes émanant de familles de confession musulmane. C'est arrivé déjà quatre fois et pour chaque situation, on a fait une analyse conjointe et trouvé des solutions communes. Il se peut également qu'on adresse des personnes musulmanes à d'autres services existants. Dans ce sens-là, je perçois une grande complémentarité entre ces activités.

Le bénévolat joue un rôle central dans l'action sociale. Impliquée dans de nombreuses initiatives et travaillant comme bénévole dans plusieurs associations actives dans la région de Bâle et le canton de Berne, Hediye Ursula Wohlgefahrt a participé à l'un de nos ateliers. Elle nous fournit un aperçu des défis et des difficultés à prendre en compte lorsqu'on travaille avec des bénévoles. L'un des points forts de l'entretien concerne le travail avec les requérants-e-s d'asile, un domaine où d'autres organisations musulmanes suisses s'impliquent également : nous en avons thématiqué ci-dessous, en conclusion, les principaux axes, sous forme de déclaration interreligieuse. A cet égard, cet entretien est un exemple de ce que peut apporter un engagement individuel : une somme inestimable d'expérience, dont les associations musulmanes peuvent également tirer parti.

« Les organisations musulmanes nous sont d'une aide précieuse » – Entretien avec Hediye Ursula Wohlgefahr

Madame Wohlgefahr, vous êtes très impliquée dans l'accompagnement bénévole des requérant·e·s d'asile. Quelle est la motivation à l'origine de votre engagement ?

L'exode massif des réfugié·e·s chassés par la guerre en Syrie à travers les Balkans : je ne pouvais pas rester sans rien faire. Il fallait que je m'implique concrètement, pour aider de mon mieux à soulager un peu cette détresse.

À titre personnel, comment concevez-vous votre travail de bénévole ?

Mon travail aujourd'hui est complexe et multiforme. Je suis en contact avec des requérantes et requérants d'asile, ainsi qu'avec des personnes qui ont entre temps trouvé refuge dans d'autres pays mais que j'ai rencontrées au cours des cinq dernières années, dans le cadre extrêmement varié de mon engagement de bénévole. Souvent, des membres de leurs familles sont restés dans les zones de crise et restent en attente sur place, dans des conditions de vie extrêmement difficiles. Ici, en Suisse, j'organise régulièrement des collectes pour rassembler tentes, nourriture et matériel de chauffage, qui sont ensuite envoyés sur place. Je suis aussi cofondatrice et membre de l'association humanitaire « Amel – be human help others », au travers de laquelle nous organisons des actions de soutien ciblées, en distribuant vêtements, chaussures, linge de maison, jouets et subsides. Nous déployons nos actions avant tout en Suisse, en Bosnie et en Grèce, dans les camps de réfugiés de l'île de Samos. Grâce aux nombreux contacts que j'ai établis avec d'autres associations, je peux aussi régulièrement compter sur leur soutien pour des actions ponctuelles. J'effectue également des missions de volontariat, comme l'an dernier, où j'ai travaillé pendant un mois comme interprète dans un hôpital de Samos.

Quelle forme prennent vos collaborations avec des organisations musulmanes, ou d'autres acteurs musulmans actifs dans ce domaine ?

Les organisations musulmanes nous sont d'une aide précieuse. Je contacte régulièrement diverses associations islamiques pour trouver des ressources et des dons, en particulier des vêtements et de l'argent. J'ai également pu

convaincre quelques personnes au sein de ces associations de nous apporter leur aide sur divers projets. Un bon exemple est l'atelier de tricot que nous avons mis sur pied dans un centre pour requérant·e·s à Berne, ou encore ce groupe d'étudiantes musulmanes qui organise, une fois par mois, en fin de semaine, des activités pour les enfants d'un autre centre.

Avez-vous d'autres collaborations, sous une forme ou sous une autre, avec des institutions actives au niveau des communes ou des cantons ?

Les bureaux d'aide sociale de Bâle-Ville et Bâle-Campagne s'adressent régulièrement à nous. Il y a peu, deux centres de requérant·e·s d'asile, dans le canton de Berne et à Soleure, nous ont aussi contactés. Les réfugié·e·s peuvent nous contacter directement, pour nous donner un coup de main en nous aidant à trier les dons en nature et en matériel qui nous sont adressés. J'aide aussi les requérant·e·s au quotidien, en les accompagnant chez le médecin par exemple, ou à l'hôpital, ou en les renseignant et en les orientant. En les aidant à résoudre les divers problèmes auxquels ils peuvent se trouver confrontés. Mon engagement est à titre personnel, comme celui des deux autres femmes qui travaillent avec moi au sein de l'association « Amel – be human help others ».

Rencontrez-vous des obstacles ou des difficultés, dans le cadre de votre travail de bénévole ?

Nous sommes souvent confrontées à des préjugés et à des problèmes de structure. Trouver un logement pour des requérant·e·s mais aussi pour des personnes qui ont obtenu leur admission définitive, est un travail sans fin. Les budgets dont nous disposons pour les loyers sont largement insuffisants, et les propriétaires refusent souvent de louer à ces groupes de personnes. Il y a aussi le grand problème des places d'apprentissage et de la recherche d'emploi. Les requérant·e·s et les personnes ayant obtenu le statut de réfugié sont souvent dépassés par les difficultés qu'ils et elles rencontrent, dans tous les domaines, et sont obligés d'adapter leurs attentes et leurs espoirs.

À quoi peut contribuer concrètement le bénévolat ?

Nous apportons aide et soutien aux personnes en détresse, quel que soit leur âge, leur sexe, leur appartenance religieuse ou leur nationalité. Toutes les personnes impliquées dans ce projet partagent le même enthousiasme

et la même énergie pour s'engager contre la misère et contribuer d'une manière ou d'une autre à soulager la détresse. Je touche par fois aux limites de ma propre résistance parce qu'il m'est impossible d'aider tout le monde et sur tous les plans. Le temps dont je dispose est limité. Il arrive que je ne revoie plus un-e requérant-e pendant un an ou deux ans, et puis soudain, un jour, que je reçoive à nouveau une invitation à souper, ou un appel au secours. Je ne m'immisce pas dans leur vie : le soutien que je leur apporte consiste à les aider à s'aider eux-mêmes.

Déclaration interreligieuse sur les questions relatives aux réfugiés

En 2018, les communautés religieuses juive, chrétienne et musulmane de Suisse ont publié une déclaration interreligieuse sur les réfugiés – « En face, il y a toujours un être humain » – après un long processus de dialogue avec le UNHCR, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Conseil suisse des religions, 2018).

Fondée sur les notions de solidarité et de dignité humaine, cette déclaration est un appel lancé aux politiques et aux institutions publiques comme à celles de la société civile. Mais elle constitue également un engagement de la part des communautés religieuses et confessionnelles sur les thèmes qu'elles ont choisis de faire leurs : protection des réfugiés sur le terrain, voies légales d'accès et de refuge, procédures d'asile équitables et efficaces, intégration pensée comme participation égalitaire et renvois dans la dignité. Les auteurs de ce texte y invitent notamment l'État à renforcer la prise en charge et les possibilités de formation et de développement professionnel pour les réfugié-e-s (ibid. 2). La religion a montré qu'elle pouvait constituer un précieux instrument de facilitation dans l'intégration, et il faut souligner le rôle actif joué par les communautés religieuses sur ce plan : « Les communautés religieuses peuvent initier, prendre en charge ou soutenir des mesures telles que le travail bénévole, l'aide entre voisins ou encore des initiatives individuelles en faveur des réfugiés. (...) Elles peuvent mettre à leur disposition des lieux de culte familiers, tels un coin de patrie à l'étranger » (ibid. 13). Cette déclaration a ainsi vocation à constituer le point de départ d'un débat critique et ouvert entre les religions, débat pouvant porter également sur d'autres thématiques relevant de l'action sociale, en illustrant de manière exemplaire la façon dont action gouvernementale et responsabilité individuelle et sociale peuvent se compléter mutuellement.

Réflexions conclusives

L'action sociale est un domaine en constante évolution et sa définition dépend des acteurs et actrices qui concourent à en définir les contenus. À travers la mise en exergue de l'évolution historique du système social suisse (Chapitre 1), on a montré que la Suisse se distingue d'autres pays européens par le principe de subsidiarité et le fort engagement d'acteurs et actrices issus de la société civile dans la gestion des questions sociales. Cela concerne également les communautés et associations religieuses établies, qui participent à la lutte contre la précarité et les problèmes sociaux depuis plus d'un siècle. À côté des efforts menés par les communautés religieuses reconnues, on assiste aujourd'hui à une implication accrue de communautés religieuses dont l'histoire est plus récente sur le territoire helvétique, comme par exemple la communauté musulmane. Le phénomène invite à renouveler la réflexion sur le rapport que l'État entretient avec les organisations religieuses non-reconnues (Chapitre 2). En s'inspirant parfois de projets existants et émanant d'autres organisations religieuses, les associations musulmanes s'engagent, depuis le début des années 2000, à la mise en place de structures, réseaux et projets d'action sociale. Les études de cas présentées dans cette publication permettent d'identifier les champs d'action, les défis et les perspectives de l'action sociale musulmane (Chapitre 3).

Une partie de ces projets, qui comblent des lacunes engendrées par le manque d'offres dans le domaine, bénéficient actuellement aux membres de la communauté musulmane, alors que d'autres ont vocation à être de nature plus universelle et à apporter de l'aide à des bénéficiaires non-musulmans. La volonté de certaines personnes musulmanes de construire des projets collaboratifs avec des partenaires privés et étatiques prouve que des nouvelles dynamiques sont en train de naître. Il y a, comme indiqué par l'un des interviewés dans cette publication, un intérêt de la part de la communauté à s'ouvrir vers la société tout entière (p. 37). Une idée qui a été formulée efficacement par une participante à un atelier : « Il n'y a qu'une seule action sociale. »

Des exemples historiques provenant de l'expérience d'autres communautés religieuses montrent par ailleurs que cela n'a rien d'anodin : l'Entraide Juive était un projet communautaire qui s'est transformé, en l'espace de quelques

décennies, en une institution active dans l'assistance aux requérant·e·s d'asile reconnue par l'État. Malgré ces parallèles inspirants, d'autres facteurs pourraient concourir à déterminer l'avenir de l'action sociale en Suisse. Ainsi, il faut souligner que le domaine social est également devenu un marché très compétitif au cours des dernières décennies, rendant l'accès à de nouveaux protagonistes, religieux ou non, indéniablement plus difficile que par le passé.

Les expériences partagées avec les participant·e·s et intervenant·e·s des ateliers sur le thème de l'action sociale, ainsi que les éléments présentés dans ce cahier thématique, amènent à formuler un ensemble de recommandations pouvant se révéler utiles pour les personnes directement concernées par l'action sociale dans les domaines publics et privés.

Premièrement, il est important de réfléchir – comme c'est déjà le cas dans des débats dans plusieurs cantons – à des mesures permettant de valoriser le travail effectué par des communautés religieuses non reconnues et dont les effets positifs concernent la société dans son ensemble. Les exemples de projets existants montrent que pour de nombreuses activités, le soutien extérieur est un facteur décisif et peut également mobiliser des forces. Les formes de soutien et de reconnaissance possibles s'avèrent larges. Elles vont du soutien symbolique (par exemple la mise à disposition de locaux) à la fourniture d'expertise jusqu'au soutien financier. Il est important que les possibilités de soutien soient clairement communiquées, y compris aux groupes cibles des communautés religieuses non reconnues. L'inclusion d'acteurs et actrices musulman·e·s dans des groupes de travail existants en tant que partenaires de dialogue pourrait engendrer une forme de reconnaissance positive.

Deuxièmement, il serait utile de favoriser les collaborations et partenariats entre les communautés musulmanes et les organisations de la société civile ou de renforcer ces liens là où ils existent déjà. La mise en réseau et le transfert d'expérience devraient être renforcés, parce qu'ils contribuent à éviter l'isolement et la ségrégation et aident les organisations musulmanes à davantage participer à la société. Les échanges avec les organismes reli-

gieux d'entraide et les églises peuvent jouer un rôle important à cet égard. Les organisations musulmanes partagent avec ces derniers de nombreux questionnements, comme ceux de savoir si l'action sociale doit être assurée par les communautés locales ou plutôt par des associations spécialisées et indépendantes. Les thèmes qui concernent l'action sociale mériteraient enfin une place plus centrale dans le dialogue interreligieux. Comme les organisations musulmanes ne sont souvent pas professionnalisées dans le domaine de l'action sociale, il convient d'examiner où elles peuvent agir en tant que partenaires.

Troisièmement, il est également important de favoriser l'échange de bonnes pratiques autour de projets émanant d'acteurs et actrices musulmans et ayant déjà porté leurs fruits. Les quatre exemples de projets mentionnés dans cette publication montrent déjà un large éventail d'activités dans différents domaines allant de l'aide alimentaire au conseil et à l'aumônerie. Les formes d'organisation et les partenariats avec les institutions de l'État et de la société civile varient également. Souvent, toutes ces expériences ne sont connues qu'auprès d'un cercle restreint de personnes et dans un contexte local, alors qu'elles pourraient également être source d'inspiration pour de nombreux acteurs. À cette fin, des plateformes d'échanges au niveau suprarégional pourraient se révéler une ressource intéressante.

Quatrièmement, il est nécessaire de développer des outils permettant de réfléchir de façon critique sur les activités proposées aujourd'hui par les associations musulmanes, afin de déterminer quelles sont les possibilités et les limites de ces projets. Les questions centrales à aborder concernent les motivations de l'engagement, les ressources religieuses mobilisables, les groupes cibles à atteindre ou encore les priorités et les formes de l'intervention. La relation entre l'aide à l'étranger et en Suisse s'avère également être un sujet de discussion important. Enfin, toutes ces réflexions devraient être menées en collaboration avec des spécialistes, afin que les bénévoles puissent bénéficier d'un accompagnement professionnel et participer sur un pied d'égalité aux institutions sociales et aux débats sociopolitiques.

Bibliographie

Articles et ouvrages cités

Armingeon, Klaus 2001, Institutionalising the Swiss welfare state, in: West European Politics 24, 145-168.

Banfi, Elisa 2013a, « Participation musulmane citoyenne à Genève » in : Monnot, Claude (dir.), La Suisse des mosquées, Genève, 99-122.

Banfi, Elisa 2013b, Snowboarding on Swiss Islam. Petit guide illustré pour découvrir l'Islam en Suisse, Neuchâtel.

Barylo, William 2017, Young Muslim Change-Makers: Grassroots Charities Rethinking Modern Societies, London.

Baumann, Martin/Schmid, Hansjörg/Tunger-Zanetti, Andreas/Neubert, Frank/Trucco, Noemi 2019, Regelung des Verhältnisses zu nicht-anerkannten Religionsgemeinschaften. Untersuchung im Auftrag der Direktion der Justiz und des Innern des Kantons Zürich, Luzern/Fribourg.

Brodard, Baptiste 2019, Innovative social work practices by Islamic grassroots organizations in Switzerland, in: Politikon 42, 40-60.

Bundesamt für Statistik 2020, Religionszugehörigkeit 2016-2018, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/sprachen-religionen/religionen.html> (22.6.2020).

Cattacin, Sandro 2006, Retard, rattrapage, normalisation. L'État social suisse face aux défis de transformation de la sécurité sociale, in: Schweizerisches Bundesarchiv (Hg.), Geschichte der Sozialversicherungen, Zürich, 49-78.

Cattin, Didier 2019, Apport des organisations privées et religieuses au système social suisse, intervention donnée dans le cadre de l'atelier « Action sociale des organisations religieuses. Quel lien entre religion et bien commun ? », Lausanne, 8.11.2019.

Engi, Lorenz 2018, Die staatliche Finanzierung von Religionsgemeinschaften, in: sui-generis, 272-284.

Engler, Pascal 2015, Staatliche und private Träger im schweizerischen Sozialwesen, in: Riedli, Anna Maria u.a. (Hg.), Handbuch Sozialwesen Schweiz, 2. überarb. Aufl., Bern, 217-228.

Gerson, Daniel/Hoerschelmann Claudia 2004, Der Verband Schweizerischer Jüdischer Fürsorgen/Flüchtlingshilfen (VSJF), in: Rosenstein, Gabrielle u.a. (Hg.), Jüdische Lebenswelt Schweiz, Zürich, 56-71.

Head-König, Anne-Lise/Christ, Thierry 2014, Assistance, in: Dictionnaire historique de la Suisse (DHS).
Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/025809/2014-05-22/>, (26.10.2020).

Inniger, Matthias 2018, Religionspolitische Auslegeordnung für den Kanton Bern. Kurzbericht. 3. April 2018 (im Auftrag der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion des Kantons Bern). <https://www.jgk.be.ch/jgk/de/index/direktion/ueber-die-direktion/dossiers.htm> (19.6.2020).

Kanton Zürich, Direktion der Justiz und des Innern 2017, Staat und Religion im Kanton Zürich. Eine Orientierung des Regierungsrats des Kantons Zürich, Zürich.
https://ji.zh.ch/internet/justiz_inneres/de/themen/religionsgemeinschaften/orientierung/_jcr_content/contentPar/downloadlist_0/downloaditems/staat_und_religion_i.spooler.download.1518767112004.pdf/Staat+und+Religion.pdf (19.6.2020).

Keller, Véréna 2016, Manuel critique de travail social, Lausanne/Genève.

Kirchen im Kanton Zürich 2019, Tätigkeitsprogramm 2020–2025 der Evangelisch-reformierten Landeskirche des Kantons Zürich und der Römisch-katholischen Körperschaft im Kanton Zürich, https://ji.zh.ch/dam/justiz_innern/direktion/pdf-dateien/%C3%96kumenisches%20T%C3%A4tigkeitsprogramm%202020-2025.pdf (19.6.2020).

Knöpfel, Carlo 2018, Sozialstaatliche Rahmenbedingungen sozialer Innovationen in der Schweiz, in: Eurich, Johannes u.a. (Hg.), Gestaltung von Innovationen in Organisationen des Sozialwesens, Wiesbaden, 127-142.

Martens, Silvia 2013, Muslimische Wohltätigkeit in der Schweiz, Würzburg.

Merz, Fabien/Farman, Darius 2017, Das Engagement muslimischer Organisationen in der Schweiz gegen gewaltbereiten Extremismus, in: Bulletin 2017 zur schweizerischen Sicherheitspolitik, Zürich, 33-58.

Moser, Julia 2008, Der Schweizerische Wohlfahrtsstaat. Zum Ausbau des sozialen Sicherungssystems 1975-2005, Frankfurt am Main.

Pahud de Mortanges, René 2015, Zwischen religiöser Pluralisierung und Säkularisierung. Aktuelle Entwicklungen bei der staatlichen Anerkennung von Religionsgemeinschaften. In: René Pahud de Mortanges (Hg.): Staatliche Anerkennung von Religionsgemeinschaften: Zukunfts- oder Auslaufmodell?, Zürich, 11-24.

Reber, Christian 2020, Staatliche Unterstützung für gesamtgesellschaftliche Leistungen – Religionspolitik nach zweierlei Mass?, Zürich.

Schmid, Hansjörg/Lang, Andrea (Hg.) 2020, Muslimische Seelsorge in Zürich (SZIG-Papers 8), Freiburg.

Soulet, Marc-Henry 2010, Y a-t-il un État social en Suisse ? ou les enseignements d'un régime atypique, in : Verba, Daniel (dir.), Interventions sociales et rôle de l'État, Rennes, 29-39.

Soulet, Marc-Henry 2014, Les ambivalences du travail social identitaire, in : Verba, Daniel (dir.), Interventions sociales et faits religieux, Rennes, 193-212.

Schweizerischer Rat der Religionen SCR 2018, Gegenüber ist immer ein Mensch. Interreligiöse Erklärung zu Flüchtlingsfragen, Bern, <https://www.5appelle.ch/> (22.6.2020).

Weibel, Rolf/Wiederkehr, Daniel 2015, Soziale Institutionen und Organisationen der Religionsgemeinschaften, in: Riedli, Anna Maria u.a. (Hg.), Handbuch Sozialwesen Schweiz, 2. überarb. Aufl., Bern, 252-262.

Widmer, Thomas/Frey, Kathrin/Gander, Heir/Zwicky, Roman/Münch, Pascale 2017, Kirchliche Tätigkeiten mit gesamtgesellschaftlicher Bedeutung im Kanton Zürich. Schlussbericht. Studie im Auftrag der Direktion der Justiz und des Innern des Kantons Zürich, der Evangelisch-reformierten Landeskirche des Kantons Zürich und der Römisch-katholischen Körperschaft des Kantons. Universität Zürich. <https://doi.org/10.5167/uzh-140509>, (3.9.2019).

Références additionnelles

Begić, Esnaf 2019, Das soziale Handeln im Islam, in: Perspektiven – Soziale Arbeit in der Migrationsgesellschaft und Muslimische Wohlfahrtspflege 1, 9-27. Abgerufen von <https://journals.ub.uni-osnabrueck.de/index.php/perspektiven/article/view/60>.

Schmid, Hansjörg/Schneuwly Purdie, Mallory/Lang, Andrea 2018, Radikalisierungen vorbeugen. Zusammenarbeit zwischen Staat und muslimischen Organisationen (SZIG-Papers 2), Freiburg.

Schmid, Hansjörg/Schneuwly Purdie, Mallory/Lang, Andrea/Tunger-Zanetti 2018, Andreas, Junge Muslime in der Gesellschaft. Partizipation und Perspektiven (SZIG-Papers 4), Freiburg.

Sites internet référencés

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (1999),
<https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19995395/202001010000/101.pdf>

Geschichte der sozialen Sicherheit in der Schweiz,
www.geschichtedersozialsicherheit.ch

Historisches Lexikon der Schweiz (HLS),
<https://hls-dhs-dss.ch/de/>

